



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Unité Territoriale de Lille  
44 Rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille Cedex

Affaire suivie par :  
Emilie WISNIEWSKI

Tél : 03 20 40 55 50

Fax : 03 20 40 54 67

emilie.wisniewski@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS  
CLASSEES  
POUR PRESENTATION EN  
CODERST 59

Lille, le

2 AVR. 2014

**OBJET** : Rapport de présentation en CODERST 59

**REFERENCES** : WIPAK\_Bousbecque\_RAPCO\_0070.00618\_

2 AVR. 2014

**N° S3IC** : 0070.0618

- **Raison Sociale** : SAS WIPAK-GRYSPEERT
- **Adresse du siège social** : ZAC du Bois - 59166 BOUSBECQUE
- **Nom de l'établissement** : WIPAK
- **Adresse de l'établissement** : ZAC du Bois - 59166 BOUSBECQUE
- **Activité principale** : Fabrication et impression de plastiques alimentaires
- **Nombre de salariés** : 220 personnes

➤ **Références administratives:**

Arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008

Lettre WIPAK du 16 mars 2010

Dossier de porter à connaissance de modification déposé en Préfecture en date du 02 juin 2010  
(Dossier S289583 Version 2 du 31 mai 2010)

Lettre WIPAK du 30 septembre 2010

Lettre WIPAK du 09 juillet 2013

Lettre WIPAK du 31/10/2013 retournant la fiche navette IED - Déclaration du "statut IED" de l'installation

Lettre WIPAK du 06 février 2014 (référéncée LRAR n°1A 080 940 5442 8) transmise par Bordereau Dipp du  
13/02/2014 (affaire suivie par Madame Bossier)

Lettre WIPAK du 13 mars 2014 Calcul de garanties financières selon l'arrêté du 31 mai 2012 (LRAR N°1A 080  
940 5446 6)

## Sommaire du Rapport

### Annexes

- 1.- Objet du présent rapport
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Directive IED
4. - Garanties Financières
- 5.- Examen de l'inspection des installations classées
- 6.-Conclusions
- 7.- Suites administratives

- 1.- Tableau du montant des garanties proposé par l'exploitant
- 2.- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
3. - Projet de lettre préfectorale

### 1. Objet du présent rapport:

Des modifications ont été portées à connaissance par l'exploitant de la société WIPAK implantée sur la commune de Bousbecque via diverses transmissions visées en référence du présent rapport.

L'exploitant a également transmis les nouveautés liées à la directive IED et proposé un montant des garanties financières dans le cadre des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Suite à l'examen de ces éléments, le présent rapport propose les suites administratives à donner à ces modifications, qui ne sont pas d'ordre substantiel. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en **annexe 2** du présent rapport.

### 2. Présentation de l'établissement

La SAS WIPAK a été initialement autorisée à exploiter une usine de fabrication et d'impression de films destinés à l'emballage alimentaire par arrêté préfectoral d'autorisation du 25 février 1997. Suite à l'augmentation des capacités de production, une nouvelle demande d'autorisation a été déposée, actée par arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008.

La société est implantée à BOUSBECQUE, au Sud-Est du Centre-Ville, sur la Z. A. C. des Bois (parcelle 2 964). Le terrain a une superficie de 6,02 ha dont 1,1 environ construit ; il est bordé :

- au Nord par une zone industrialisée de l'autre côté de la rocade de contournement (rocade de la Lys) ;
- au Sud, par des terres agricoles exploitées ;
- à l'Est, par des bois et des habitations (les plus proches à 10 m des limites de propriété) ;
- à l'Ouest, par la Route Départementale n° 91.

Les activités principales du site sont les suivantes :

- la production de bobines de films plastiques, tels que polyéthylène ou polyamide, en partant de granulés, par procédés d'extrusion ;
- l'impression des bobines de films plastique tels que polyéthylène, polyamide, polypropylène, polyester, etc..., par procédé d'héliogravure ou de flexographie ;
- le contrecollage de ces matériaux entre eux, par adhésifs, afin de fabriquer des complexes d'emballages ayant les propriétés complémentaires de chacun des matériaux séparés (résistance, barrière au gaz ou à l'humidité, soudabilité, thermoformage, etc...) ;
- le découpage par bobineuses refendeuses, en partant de la largeur des bobines mères, des bobines en largeur utile des machines de conditionnement automatiques utilisées en clientèle.

La production de ces emballages souples est principalement destinée au conditionnement de produits alimentaires, tels que fromage, viande, poisson, confiserie, biscuiterie, etc...

Les principaux moyens de production mis en œuvre sont:

- des machines d'extrusion ;
- des machines d'héliogravure ;
- des machines de flexographie ;
- des lamineuses (dont 1 avec colle sans solvants) ;
- des bobineuses trancheuses.

### **3. Directive IED:**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite " IED ", adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite " IPPC ", reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

Pour rappel, la directive " IPPC " avait été transposée notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Ce texte sera abrogé le 7 janvier 2014.

La directive " IED " a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 qui a inséré une section 8 intitulée " Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles " et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive " IED ".

De manière générale, les établissements qui relevaient de la directive " IPPC " entrent dans le champ d'application de la directive " IED ". L'ensemble de ces établissements a été sollicité et invité à se positionner avant le 5 novembre 2013 sur les rubriques 3000 en choisissant parmi elles la rubrique dite " principale " et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF (Best Available Technique Reference Document) associés.

**L'examen détaillé de ces éléments figure au point 5.1 du présent rapport.**

### **4. Garanties Financières:**

Les articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement imposent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, à compter du 1er juillet 2012. Les installations dont le montant est inférieur à 75 000 euros sont toutefois exemptées de cette obligation.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, la société WIPAK GRYSPEERT, qui figure dans le tableau ci dessous, est concernée et a transmis à Monsieur le Préfet du Nord, sa proposition de calcul du montant des garanties financières pour la mise à l'arrêt des installations.

Exploitant	Ville	Date et référence de l'AP d'autorisation	Rubrique(s) soumise(s) à GF	Date de la proposition de l'exploitant (et de ses éventuels compléments)
WIPAK GRYSPEERT	Bousbecque	Arrêté préfectoral du 16 avril 2008 complété le 10 avril 2009	2450	Courrier en date du 13 mars 2014

## **5. Examen de l'inspection des installations classées:**

### **5.1 Positionnement du site au regard de la directive IED:**

L'exploitant a répondu le 31/10/2013 au courrier de sollicitation de l'inspection de juillet 2013 l'invitant à transmettre avant le 5 novembre 2013 :

- une proposition motivée de rubrique " principale " choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R.515-58 du code de l'environnement ;
- une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques applicables disponibles (MTD) relative à la rubrique " principale ", connus sous le nom de documents BREF (Best Available Technique Reference Document).

L'inspection des installations classées valide le classement selon les rubriques 3000 proposé par l'exploitant, notamment la rubrique principale - **3670** : *Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an* - ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou documents BREF) correspondantes : *Traitement de surface utilisant des solvants (code STS)*.

La parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles au journal officiel de l'Union Européenne déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-70 du code de l'environnement.

Ces dispositions sont reprises aux articles 2 et 3 du projet d'arrêté joint en **annexe 2** du présent rapport.

### **5.2 Modifications des activités et de la nomenclature des installations classées:**

L'article 1.2.1 intitulé "liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 a fait l'objet d'une revue complète de la part de l'exploitant et de l'inspection des installations classées. **Des modifications par rapport à l'arrêté d'autorisation initial du 16 avril 2008 sont à prendre en compte.**

Globalement, ces modifications sont liées à :

- un changement de la nomenclature des installations classées,
- un changement des installations exploitées sur le site, d'ordre non substantiel qui nécessite d'être actées par voie d'arrêté complémentaire pris dans les formes de l'article R512-31 du Code de l'Environnement lors d'un prochain CODERST 59,
- un mauvais classement de l'activité lors de l'élaboration du dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Compte tenu de ce qui précède, les activités de l'établissement relèvent désormais également du classement indiqué dans le tableau ci-dessous:

Arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008	Projet d'arrêté joint en annexe 1	Nature des modifications
167 C	/	Utilisation d'acétate d'éthyle et d'éthanol pour le nettoyage des éléments d'impression sur les machines. Ces solvants de nettoyage sont utilisés en circuit totalement fermé. Cette activité ne rentre pas dans le champ de cette rubrique ICPE (traitement de résidus de production issus d'installations situées sur le site.
2450-2.a	2450-2.a (Autorisation)	Erreur de capacité totale initiale. Modification des machines : suppression d'une ligne et ajout d'une ligne. Passage d'une capacité initiale de 9161 kg/j (erronée) à 11592 kg/j
/	3670 (Autorisation)	Modification de la nomenclature et création des rubriques 3000. Intégration de la rubrique IED principale
2566	2566 (NC)	Modification de la nomenclature. Pas de changement de l'installation. Un four à lit fluidisé existant qui a une capacité volumique inférieure à 500 litres.
2661.1.a	2661.1.b (Enregistrement)	Modification de la nomenclature. Capacité identique. Modification des machines (machines d'extrusion). Suppressions et ajouts de machines équivalentes (61,2 t/j)
2661.2.a	2661.2.a (Enregistrement)	Modification de nomenclature. Capacité identique. Modification des machines (bobineuses trancheuses). Suppressions et ajouts de machines équivalentes (72 t/j)
2662.2 a	2662.2 (Enregistrement)	Modification de la nomenclature. Pas de changement de capacité ; réaffectation des matières dans les silos associés (2360 m³).
2920.2.a	/	Modification de la nomenclature; basculement en 1185 pour les fluides frigorigènes spécifiques
/	1185.2.a (Déclaration avec Contrôle Périodique)	Modification de la nomenclature Quantité de fluide cumulée égale à 704,4 kg

2940.2.a	Non repris	Erreur de classement initial apparaissant en doublon avec la rubrique 2450-2.a. Pour l'activité d'impression, l'exploitant possède des machines Héliogravure et Flexographie qui fonctionnent avec des encres à solvant et des sècheurs à gaz (inclus dans la rubrique 2910.A.2) Cette activité est déjà reprise sous la rubrique 2450-2.a, il n'y a pas nécessité de la faire apparaître en doublon avec la rubrique 2940.2.a
1432.2.b	1432.2.b (Déclaration avec Contrôle Périodique)	Diminution de la capacité totale équivalente suite à des modifications sur les lignes (suppressions et ajout). Passage d'une capacité équivalente de 37,9 m <sup>3</sup> à 35, 245 m <sup>3</sup>
2663.2.b	2663.2.c (Déclaration)	pas de changement Capacité de stockage égale à 2861 m <sup>3</sup>
2910.A.2	2910.A.2 (Déclaration avec Contrôle Périodique)	Ajout des lignes Flexo Flexotecnica. Augmentation de la puissance totale de 9,068 MW à 9,84 MW
2915.2	2915.2 (Déclaration)	pas de changement Quantité d'huile : 400 litres
1418	1418 (Non Classé)	pas de changement 1 bouteille 16 kg
1433.A	1433.A (Non Classé)	pas de changement Quantité totale équivalente de liquides inflammables de 1 <sup>ière</sup> catégorie égale à 1,89 tonnes
1530	1530 (Non Classé)	pas de changement 61 m <sup>3</sup>
2925	2925 (Non Classé)	pas de changement 18,424 KW

### **5.3 Propositions de montant de Garanties Financières:**

Les propositions de montant transmis par l'exploitant de la société WIPAK GRYSPEERT figurent dans le tableau donné en **annexe 1** du présent rapport.

Ces éléments ont été examinés par l'inspection des installations classées au regard des dispositions :

- des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées,
- des instructions de la note de la DGPR du 20 novembre 2013.

Les montants proposés n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

S'agissant des suites à donner, les installations pour lesquelles le montant proposé est supérieur ou égal à 75 000 euros doivent faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire fixant ce montant ainsi que les quantités maximales de déchets entreposés correspondant aux montants proposés.

Pour les installations pour lesquelles le montant proposé est inférieur à 75 000 euros, les quantités de déchets peuvent être limitées par l'arrêté préfectoral de l'installation ou, si les enjeux sont limités, par donné acte.

Pour le cas des installations WIPAK-GRYSPEERT, le montant final est inférieur à 75 000 euros. Ces dispositions sont reprises au niveau de l'article 5 du projet d'arrêté joint en **annexe 2** du présent rapport.

## **6. Conclusions:**

L'**annexe 1** détaille la proposition de calcul de garanties financière étant égale à 64018 euros. La somme globale proposée par l'exploitant étant inférieure à 75 000 euros, l'inspection des installations classées propose de fixer les quantités de déchets maximales susceptibles d'être présentes sur le site par voie d'arrêté préfectoral complémentaire (cf article 5 du projet d'arrêté ci-joint) et de transmettre le projet de lettre préfectorale jointe en **annexe 3** du présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en **annexe 2** du présent rapport met à jour les activités du site suite :

- à des modifications intervenues sur le site (d'ordre non substantiel),
- à des modifications de la nomenclature ICPE,
- au nouveau dispositif IED et les conditions de remise du dossier de réexamen et du rapport de base.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire prend également en compte les éléments suivants:

- la mise à jour des dispositions réglementaires vis à vis de la protection contre la foudre, cf article 6 du projet d'arrêté joint en **annexe 2**.
- la prise en compte de nouveaux textes applicables (passage à l'enregistrement de certaines activités), cf article 4 du projet d'arrêté joint en **annexe 2**.


## **7. Suites administratives:**

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord les suites administratives suivantes:

- d'imposer à la société WIPAK-GRYSPEERT par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, la mise à jour des activités suite à des modifications intervenues sur le site (d'ordre non substantiel), des modifications de la nomenclature, le nouveau dispositif IED et la fixation des quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site en lien avec la proposition de calcul des garanties financières du site. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint en **annexe 2**.

- compte tenu de ce qui précède, et en application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, de donner acte du montant proposé (cf modèle joint en **annexe 3** du présent rapport).

L'inspecteur de l'environnement,  
(spécialité installations classées)



Emilie WISNIEWSKI

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-de-Calais – A l'attention de Monsieur le Chef du service Risques

Lille, le 12 AVR. 2014  
P/Le Chef de l'Unité Territoriale de Lille, par intérim,  
L'Adjoint,




Lionel MIS

Vu et transmis à Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Département du Nord, DiPP Bureau des ICPE

**Pour passage en CODERST,**

16 AVR. 2014

Lille, le  
P/Le Directeur et par délégation,  
L'ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques,



Alexandre DOZIERES



# Annexe 1 - Tableau du montant des garanties proposées par les exploitants

Avec **M**, le montant global des garanties proposé étant égal à **Sc** [**Me** +  $\alpha$ ( **Mi** + **Mc** + **Ms** + **Mg**)]

Société Exploitant	<b>M</b> Montant global	<b>Sc</b> Coefficient pondérateur de gestion de chantier égal à 1,1	<b>Me</b> Montant élimination des déchets et produits	$\alpha$ Indice d'actualisation des couts	<b>Mi</b> Montant inertage des cuves	<b>Mc</b> Montant clôture	<b>Ms</b> Montant surveillance	<b>Mg</b> Montant gardiennage
WYPAK GRYSPEERT	<b>64018</b>	1,1	4598	1,057	0	330	35500	14880



## **WIPAK GRYSPEERT à BOUSBECQUE**

### **Projet APC**

**VU** la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V: en particulier ses articles

- R512-31,
- L516-1, R516-1 et R516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées,
- R. 515-58 à R. 515-84 relatifs aux Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles sus-visée

**VU** le Décret n°2013-1301 du 27/12/13 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2661)

**VU** le Décret n°2013-1205 du 14/12/13 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2566)

**VU** le Décret n°2013-375 du 02/05/13 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 3670)

**VU** le Décret n°2010-369 du 13/04/10 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2662)

**VU** le Décret n°2009-1341 du 29/10/09 modifiant la nomenclature des installations classées (création de la rubrique 2790)

**VU** l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

**VU** l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

**VU** l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement

**VU** l'arrêté du 19/07/11 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 16 avril 2008 antérieurement délivré à la S.A.S WYPAK GRYSPEERT pour son établissement situé à BOUSBECQUE - Zone des Bois -(59166)

**VU** le courrier de l'exploitant adressé en date du 16 mars 2010 portant des informations et précisions par rapport à l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 (projet de modifications d'une installation classée pour la protection de l'environnement)

**VU** la demande de l'exploitant adressée en date du 31 mai 2010 joignant un dossier de porter à connaissance d'une modification d'une installation classée pour la protection de l'environnement (joignant un dossier référencé S289583 A1373/10/755 daté du 31 mai 2010) et déposé en préfecture du nord en date du 02 juin 2010

**VU** le courrier de l'exploitant du 30 septembre 2010 concernant les décrets n°2009-1341 et 2010-369 modifiant la nomenclature des installations classées

**VU** le courrier de l'exploitant du 09 juillet 2013 adressant une demande de mise à jour des rubriques ICPE

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 31 octobre 2013 retournant la Fiche Navette IED - Déclaration du "statut IED" de l'installation

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 06 février 2014 référencé LRAR n°1A 080 940 5442 8 signalant certaines modifications par rapport à la nomenclature ICPE

**VU** les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société WIPAK GRYSPEERT par courrier du 13 mars 2014;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du ... **2 AVR. 2014**

**VU** l'avis CODERST

**CONSIDERANT** qu'au regard de l'article L.513-1 du Code de l'Environnement, l'exploitation du site étant régulièrement autorisé et la connaissance de la situation antérieure de l'établissement permettant d'établir le nouveau classement du site, la situation administrative de l'établissement est donc régulière

**CONSIDERANT** donc que le site fonctionne au bénéfice des droits acquis, au titre de la rubrique n°2661-1 sous le régime de l'Enregistrement, au titre de la rubrique n°2661-2 sous le régime de l'Enregistrement, au titre de la rubrique 2662-2 sous le régime de l'Enregistrement, au titre de la rubrique n°1185 sous le régime de la déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

**CONSIDERANT** que la société WYPAK GRYSPEERT est visée dans la liste des installations figurant à l'annexe I, ou à la première colonne de l'annexe II, de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement pour ses installations d'impression ou de reproduction graphique sur tout support tel que papier, matières plastiques par héliogravure et flexographie (rubrique 2450)

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, cette obligation démarre au 1er juillet 2012

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit, pour les installations concernées, constituer 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans, soit avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, la proposition de montant des garanties financières est adressée au préfet au moins 6 mois avant la première échéance de constitution, soit avant le 31 décembre 2013

**CONSIDERANT** que la société a transmis cette proposition par courrier en date du 06 février 2014 sus-visé et que le montant des garanties financières proposé respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées

**CONSIDERANT** l'indice TP01 égal à 703,6 (JO du 31/01/2014) pour le calcul du montant des garanties financières

**CONSIDERANT** que le montant des garanties financières proposé est inférieur à 75 000 euros et que de ce fait l'exploitant est exempté de cette obligation

**CONSIDERANT** que toute modification des conditions d'exploitation doit être signalée dans les conditions prévues par l'article R512-33 du code de l'environnement et peut entraîner la révision du montant des garanties financières proposé en date du 06 février 2014

**CONSIDERANT** que ce montant est établi sur la base de quantités de déchets entreposés qu'il convient de fixer,

**CONSIDERANT** que l'article R. 512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord;

#### Article 1:

La société WYPAK GRYSPEERT, dont le siège social est situé Zone des Bois - 59166 à BOUSBECQUE, ci-après dénommé l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses activités, pour son site situé à la même adresse sur le territoire de la commune de BOUSBECQUE.

#### Article 2: LISTE DES INSTALLATIONS VISEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 est annulé et remplacé par les dispositions du présent article:

Rubrique	Libellé des installations	Caractéristiques de l'installation	Classement
2450-2.a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que papier, matières plastiques par héliogravure et flexographie  La quantité totale de produits consommée étant supérieure à 200 kg/j.	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ 1 machine d'héliogravure GRAFOMAC 9 couleurs avec laminage en ligne consommant 39 kg/h d'encre et 60 kg/h de colle</li><li>✓ 1 machine d'héliogravure ROTOMEC 7 couleurs consommant 29 kg/h d'encre</li><li>✓ 1 machine flexo STARFLEX 8 couleurs consommant 26 kg/h d'encre</li><li>✓ 1 machine flexo CARINT 6 couleurs consommant 19 kg/h d'encre et 60 kg/h de colle</li><li>✓ 1 lamineuse NORDMECCANICA 2 consommant 150 kg/h de colle</li><li>✓ 1 machine flexo FLEXOTECNICA 10 couleurs + laminage à solvants en ligne consommant 40kg/h d'encre et 60 kg/h de colle</li></ul> <p>Soit une quantité totale de produits consommée égale à 11592 kg/j.</p>	A
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an	<p>Capacité supérieure à 200 tonnes / an Capacité d'activité : 11 592 kg/j</p>	A

2661.1.b)	<p><b>Transformation de Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 70 t/j b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j</p>	<p>✓ 6 machines d'extrusion:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— BRAMPTON : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— ULTRACAST : 0,25 t/h x 24h = 6 t/j.</li> <li>— TANDEM : 0,5 t/h x 24h = 12 t/j.</li> <li>— MULTIPET : 0,9 t/h x 24h = 21,6 t/j.</li> <li>— MACCHI 1 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— W&amp;H VAREX : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> </ul> <p>Soit un total général de <b>61,2 t/j</b>.</p>	E
2661.2.a)	<p><b>Transformation de Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>✓ 10 bobineuses trancheuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— EUROMAC 1 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 2 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 3 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 4 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 5 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 6 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EIKON 1 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EIKON 2 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— EUROMAC 7 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> <li>— Bobineuse 10 : 0,3 t/h x 24h = 7,2 t/j.</li> </ul> <p>Soit un total général de <b>72 t/j</b>.</p>	E
2662.2	<p><b>Stockage de matières plastiques</b> Le volume étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>✓ 1 silo d'une capacité de 80 m<sup>3</sup> de polyéthylène ✓ 4 silos d'une capacité unitaire de 125 m<sup>3</sup>, soit un total de 500 m<sup>3</sup> de polyéthylène ✓ 1 silo d'une capacité de 180 m<sup>3</sup> de polyéthylène ✓ 2 silos d'une capacité unitaire de 80 m<sup>3</sup>, soit un total de 160 m<sup>3</sup> de polypropylène ✓ 1 silo d'une capacité unitaire de 125 m<sup>3</sup> de polypropylène ✓ 4 silos d'une capacité unitaire de 150 m<sup>3</sup>, soit un total de 600 m<sup>3</sup> de polyester ✓ 1 silo de 75 m<sup>3</sup> de polyamide ✓ 20 m<sup>3</sup> de polypropylènes en octabines de 1 tonne (2 m<sup>3</sup>) et containers de 500 kg (1 m<sup>3</sup>) ✓ 60 m<sup>3</sup> de polypropylènes de EVOH et d'additifs en sacs de 25 kg ✓ 560 m<sup>3</sup> de films en bobines (polyesters, polypropylènes, polyamides)</p> <p>Soit un total général de <b>2 360 m<sup>3</sup></b>.</p>	E
1185-2.a)	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>L'installation compte 7 groupes froids PROCESS et 23 unités de climatisation pour une quantité cumulée de de fluide de <b>704,4 kg</b></p>	DC

1432-2.b	<p><b>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables</b> Le stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup>.</p>	<p>✓ <u>Salle des encres</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 m<sup>3</sup> de colles concentrées, en containers, fûts et bidons ;</li> <li>- 3,2 m<sup>3</sup> de solvants de 1ère catégorie en fûts de 200 l ;</li> <li>- 3,6 m<sup>3</sup> de solvants de 1ère catégorie en fûts de 600 l ;</li> <li>- 6 cuves de solvants de 1ère catégorie, d'une capacité nominale unitaire égale à 0,5 m<sup>3</sup>, soit un total de 3 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- 2 cuves de solvant régénéré (1ère catégorie), d'une capacité nominale égale à 2 m<sup>3</sup>, soit un total de 4 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>✓ <u>Stockages extérieurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 cuves enterrées à double enveloppe de solvants, soit un total de 20 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- 1 cuve enterrée à double enveloppe de solvant, soit un total de 10 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>✓ <u>Surpresseurs incendie</u> :</p> <p>1 cuve enterrée de gasoil de 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>✓ <u>Atelier convertant</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hélio GRAFOMAC : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1, 15 m<sup>3</sup> d'encres ;</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de solvant.</li> </ul> </li> <li>- Hélio ROTOMEC : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,05 m<sup>3</sup> d'encres ;</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de solvants.</li> </ul> </li> <li>- Flexo STARFLEX : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,64 m<sup>3</sup> d'encres ;</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de solvants</li> </ul> </li> <li>- Flexo CARINT <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,08 m<sup>3</sup> d'encres ;</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de solvants.</li> </ul> </li> <li>- Lamineuse NORDMECCANICA 2 <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de colle</li> </ul> </li> <li>- imprimeuse FLEXOTECNICA <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,27 m<sup>3</sup> d'encres ;</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de solvants.</li> <li>- 0,025 m<sup>3</sup> de colle</li> </ul> </li> </ul> <p>soit une capacité totale équivalente égale à 35, 245 m<sup>3</sup>.</p>	DC
2663.2.c	<p><b>Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères</b> (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume stocké étant supérieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>✓ 1 580 palettes de produits : 1 668 m<sup>3</sup> ;</p> <p>✓ 800 bobines de produits semi-finis en cours : 442 m<sup>3</sup> ;</p> <p>✓ 1 360 bobines de produits finis dans l'extension : 750 m<sup>3</sup>.</p> <p>Total : 2 861 m<sup>3</sup>.</p>	D
2910-A.2	<p><b>Installations de combustion</b> consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique maximale des installations étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>✓ 1 incinérateur de solvants fonctionnant au gaz naturel : 1,8 MW ;</p> <p>✓ <u>Flexo STARFLEX</u> : 1 chaudière à fluide thermique fonctionnant au gaz naturel : 0,525 MW.</p> <p>✓ <u>Hélio GRAFOMAC</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 brûleurs gaz : 2,32 MW.</li> </ul> <p>✓ <u>Hélio ROTOMEC</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 brûleurs gaz : 0,28 MW ;</li> <li>- 6 brûleurs gaz : 0,36 MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz : 0,4 MW.</li> </ul> <p>✓ <u>Flexo CARINT</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 brûleur gaz : 0,24 MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz : 0,12 MW.</li> </ul> <p>✓ <u>Flexo FLEXOTECNICA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 brûleur gaz : 0,183 MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz : 0,24 MW.</li> <li>- 2 brûleur gaz : 0,349 MW</li> </ul> <p>✓ <u>Lamineuse Nordmeccanica 2</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 brûleur gaz : 0,325 MW ;</li> <li>- 1 brûleur gaz : 0,200 MW.</li> </ul> <p>✓ <u>Machine à extrusion TANDEM</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 brûleurs : 0,12 MW.</li> </ul> <p>✓ <u>Chauffage des locaux</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9 aérothermes : 1,62 MW ;</li> <li>- 2 aérothermes : 0,376 MW ;</li> <li>- 2 aérothermes : 0,382 MW.</li> </ul> <p>Soit un total général de 9,84 MW.</p>	DC

2915.2	<b>Procédés de chauffage</b> employant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant inférieure au point d'éclair des fluides. La quantité de fluide présente dans l'installation, mesurée 25°C étant supérieure à 250 litres.	- 1 générateur ; - des échangeurs ; - point d'éclair de l'huile utilisée : 212°C ; - température maximum d'utilisation de l'huile : 140 °C ;  Quantité d'huile : 400 l.	D
1418	<b>Stockage ou emploi d'acétylène</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 Kg.	- 1 bouteille de 16 Kg.	NC
1433.A	Installation de simple mélange à froid de <b>liquides inflammables</b> .	La quantité totale équivalente de liquides inflammables de 1 <sup>ère</sup> catégorie susceptible d'être présente est inférieure à 5 t., soit 1,89 t.	NC
1530	Dépôts de <b>bois, papier, cartons</b> ou matériaux combustibles analogues. La quantité totale stockée à l'intérieur de l'établissement étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> .	- 5 m <sup>3</sup> de cartons ; - 30 m <sup>3</sup> de mandrins cartons ; - 25 m <sup>3</sup> de palettes bois.  Soit un total de 61 m <sup>3</sup> .	NC
2566-1.b	<b>Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique :</b>  1. La capacité volumique du four étant: a. Supérieure à 2000 l b. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2000 l	1 four à lit fluidisé pour le nettoyage des pièces d'extrusion: capacité < 500 litres	NC
2925	<b>Ateliers de charge d'accumulateurs</b> La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.	- 20 chargeurs , soit un total de 18,424 kW.	NC

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement, NC : installations non classées

L'établissement fait parti des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- 1- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3670 « Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an » ;
- 2- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF Traitement de surface utilisant des solvants (STS) ;

### ARTICLE 3 – DEMARCHE IED: REEXAMEN PERIODIQUE:

L'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 est annulé et remplacé par les dispositions du présent article:

En application de l'article 3 de l'arrêté du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement, l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement est abrogé. L'article « Bilan de fonctionnement » est en conséquence abrogé et remplacé, pour les installations IED, par l'article « Réexamen périodique ».



En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet du Nord, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

- 1- Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
  - a) Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
  - b) Les cartes et plans ;
  - c) L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
  - d) Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
- 2- L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
  - a) Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
  - b) Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
    - i. L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
    - ii. La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
    - iii. Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- 3- La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
  - a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
  - b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement" (en cas de dérogation, une ERS quantitative est attendue)

Conformément à l'article R. 515-80 et suivants du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte également, s'il n'a pas déjà été transmis, le rapport de base mentionné aux articles L. 515-30 et R. 515-59 du Code de l'Environnement, réalisé selon la méthodologie définie par le ministère. Dans le cas où l'établissement ne serait pas soumis à réalisation d'un rapport de base, un mémoire justificatif argumentant cette position selon la méthodologie définie par le ministère sera transmis.

#### **ARTICLE 4 – TEXTES APPLICABLES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions applicables aux installations existantes des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## ARTICLE 5 – DECHETS

L'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 est complété par les dispositions du présent article:

Les quantités maximales de déchets ou produits dangereux susceptibles d'être présents sur le site sont définis comme suit:

Type	Code déchet	Quantité maximale à un instant T
Solvants usagés	08 03 12* (ou 08 03 13* / 07 07 04*)	7 tonnes
Stock d'encre non valorisable	08 03 12*	5 tonnes
Déchets durs	15 02 02*	450 kg
Emballage métallique souillé	15 01 10*	400 kg
Piles	16 06 03*	60 kg
Eaux souillées (purgés des circuits de refroidissement)	16 10 01*	2 tonnes
DEEE en mélange	20 01 35*	250 kg
Huiles moteurs	13 02 05*	2,5 tonnes
Gaz en récipients sous pression (y compris des halons) contenant des substances dangereuses	16 05 04*	60 kg

Déchets non dangereux : 10 tonnes

## ARTICLE 6 – PROTECTION CONTRE LA Foudre

L'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 est annulé et remplacé par les dispositions du présent article:

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.



*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS

*Le Préfet*

Lille, le

Objet : Garanties financières

Réf. Votre proposition de calcul adressée en date du 13 mars 2014

Monsieur le Directeur,

Par courrier reçu le 13 mars 2014, vous m'avez fait parvenir un calcul de montant de garanties financières portant sur les activités exercées dans votre établissement WYPAK GRYSPEERT, situé à BOUSBECQUE - ZAC du Bois – 59166 BOUSBECQUE.

Ce document a été analysé par l'inspection des installations classées conformément aux termes de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et de la note de la DGPR du 20 novembre 2013.

Je vous informe que ce montant de garanties financières n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées, et eu égard à son montant inférieur à 75 000 euros, ne nécessite pas la constitution de garanties financières pour la mise à l'arrêt de vos activités d'impression sur matières plastiques par héliogravure et flexographie (rubrique 2450).

Je vous rappelle par ailleurs que votre établissement demeure soumis aux dispositions des articles R.516-1 et suivants et qu'à ce titre il vous appartient de maintenir les déchets entreposés sur votre site en deça des quantités limitées prises en considération pour l'établissement de ces garanties. Aussi, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé en CODERST du Nord afin d'acter ces quantités. Vous voudrez bien me transmettre une mise à jour de ce montant en cas de modification de vos installations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Dominique BUR

Monsieur le Directeur  
Société WYPAK GRYSPEERT  
ZAC du Bois  
59166 BOUSBECQUE  
Réf : DREAL Nord - Pas-de-Calais

